Après ces remarques qu'il nous soit permis de signaler au Bureau un danger qu'on saurait lui reprocher plus tard de n'avoir pas évité. C'est à propos de la nomination des Asses-seurs. A la dernière assemblée on a peut-être fait la chose un peu trop en famille et on a paru oublier le but qu'on se propose d'atteindre au moyen de ces assesseurs, à savoir de contrôler les examens pour l'admission à la pratique et de donner à la profession une garantie que ses intérêts seront sauvegardés avant ceux d'une école en particulier. Si on laisse les Universités et les Ecoles choisir leurs propres assesseurs, ils deviennent pour le moins inutiles et toute garantie disparaît. Le choix de ces officiers appartient essentiellement au Bureau et un simple motif de convenance et d'amour propre devrait suffire à retenir les Ecoles d'y prendre part, des lors que leurs intérêts ne sont pas ouvertement lésés. Quand on a la conscience d'avoir fait son devoir on ne craint pas plus la critique d'un étranger que celle d'un ami. Nous ne prêtons aucune mauvaise intention aux parties intéressées en cette circonstance, mais nous sommes d'avis que la manière dont les choses se sont passées à la dernière assemblée n'est pas exempte de dangers. C'est déjà assez que le Bureau soit obligé de donner sa licence aux porteurs de diplômes universitaires; laissons à la profession la garantie que les assesseurs sont nommés par elle et pour elle.

En outre le Bureau tend à établir un antécédent de nature à compromettre la bonne entente entre la profession et les Universités, celui de réélire indéfiniment les mêmes assesseurs. Or ceci ne saurait être avantageusement admis en principe, la position d'assesseur déjà si délicate deviendrait par ce fait encore plus difficile et moins avantageuse pour la profession. Qu'on réélise les mêmes officiers plusieurs fois de suite, nous n'y voyons pas d'objection si le Bureau y trouve sa garantie. Mais que ces réélections ne servent pas d'antécédent et que la Profession se réserve le plein droit de changer les assesseurs quand bon lui semblera sans que l'officier remplacé ait le droit de s'en formaliser. En un mot qu'on ne donne jamais aux assesseurs le droit de se croire inamovibles.

Association Médicale de Montréal.

La treizième assemblée annuelle de cette association a eu lieu à Ottawa, le 1er et le 2 de septembre courant, dans les édifices du Parlement.